

Bulletin d'histoire politique

Chronique d'histoire militaire

Yves Tremblay



Volume 13, numéro 3, printemps 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055066ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055066ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, Y. (2005). Compte rendu de [Chronique d'histoire militaire]. *Bulletin d'histoire politique*, 13(3), 103–119. <https://doi.org/10.7202/1055066ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique, VLB Éditeur, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Chronique d'histoire militaire

YVES TREMBLAY
Ministère de la Défense nationale

10 ANS D'HISTOIRE MILITAIRE AU QUÉBEC

Avec régularité depuis dix ans, des colloques en histoire militaire se tiennent grâce à la collaboration de l'UQAM, du Collège militaire royal du Canada et de la Division Histoire et patrimoine du ministère de la Défense. L'initiative est épaulée par l'Association québécoise d'histoire politique et, comme nos lecteurs le savent, par le présent *Bulletin*.

Durant ces dix années, environ 150 communications ont été livrées au public et, à chaque année ou presque, des actes de colloque ont paru. Ce n'est que la partie la plus visible d'un effort de recherche et de diffusion, car dorénavant, les chercheurs, jeunes et moins jeunes, peuvent compter sur ce rendez-vous annuel pour présenter leurs travaux, échanger leurs vues et lancer de nouveaux projets de recherche.

Les vendanges ont été exceptionnelles l'automne dernier : l'UQAM a accueilli trente-cinq présentateurs au colloque de novembre 2004. Il s'agissait évidemment d'un « événement », d'une célébration de dix années de recherches placées sous le signe de la variété, des possibilités et des lacunes en train d'être comblées. Toutes les époques ont été couvertes sauf la Nouvelle-France, car malgré leurs efforts, les organisateurs n'ont pu dénicher aucun conférencier spécialiste de cette période¹.

Il est impossible de résumer ici toutes les communications présentées et il serait sans doute injuste de ne mentionner que quelques-uns des conférenciers. Je me contenterai de quelques observations d'ordre général.

Primo, l'histoire militaire des Québécois comporte des aspects franchement étonnants par sa diversité. Cette colonie conquise a son lot d'aventuriers militaires. On connaissait l'implication des Canadiens français dans la

guerre de Sécession et la guerre d'Espagne (sujets sur lesquels on en a appris plus dans ce colloque) ou encore la participation à la défense de la papauté des zouaves canadiens. On sait maintenant qu'un Québécois a été témoin de la révolte des Cipayes et il n'aurait pas été surprenant si quelqu'un avait fait allusion à Percy Girouard, ce fils de la bourgeoisie montréalaise, ingénieur militaire qui deviendra gouverneur colonial en Afrique². Sans oublier les Québécois qui se sont retrouvés à Chypre ou dans d'autres contrées déchirées par des conflits ethniques après 1945 dans le cadre de missions de paix de l'ONU.

Secundo, si les grandes controverses du passé — crises de la conscription, débats linguistiques, émancipation économique et politique des Québécois — peuvent paraître usées, elles ne sont pas éteintes pour autant. Il y a moyen de « re-problématiser » la question nationale pour la rendre productive sans nier les causes de conflit, mais sans non plus réduire toute la vie militaire québécoise à des affrontements nationaux. Les leaders d'opinion et chefs de file de la société canadienne-française d'avant 1945 peuvent ainsi être vus à travers un prisme projetant de nouvelles lueurs sur notre histoire ; comme la lumière décomposée par le prisme, on se rend compte que nos personnages historiques sont des individus aux motivations complexes sinon contradictoires. La vigueur du genre biographique bien ouvert a été démontrée par plusieurs participants à propos de figures connues ou moins connues : Henri Bourassa, Arthur Mignault (riche médecin montréalais et fondateur du 22^e Bataillon), J.-A. Saint-André (syndicaliste des premières heures et défenseur des Anciens Combattants de 1914-1918) ou encore Paul Sauvé (dont on a oublié qu'il fut un bon chef de bataillon avant de devenir le malchanceux précurseur de la Révolution tranquille) et Dollard Ménard (le héros de Dieppe, dont la chute est paradoxalement accélérée par les manipulations de la propagande héroïsante). La problématique nationale a aussi été alimentée par des recherches sur les représentations de la guerre dans l'historiographie canadienne.

Tertio, il est indéniable que le climat de l'université québécoise, et plus spécifiquement l'histoire sociale et ses rejets, influence la variété d'histoire militaire pratiquée au Québec. On a pu sentir (ce n'est pas neuf, mais le courant est devenu très fort) à travers les études comparatives ou l'emprunt des méthodes des sciences humaines (géographie, muséologie, sémiologie et même philatélie) que des regards différents se posaient sur l'histoire militaire. Mais l'échange ne doit pas être univoque ; on peut rêver que d'ici peu les travaux en cours modifieront la représentation que la profession historique se fait du militaire et qu'il en découlera prochainement une place décente pour les problèmes militaires dans l'historiographie québécoise.

Bref, le spectre couvert est large. Nos lecteurs en apprendront plus bientôt, car les organisateurs ont promis les actes du colloque avant la fin de 2005.

L'HISTOIRE CULTURELLE DE LA GRANDE GUERRE

Audoin-Rouzeau, Stéphane et Jean-Jacques Becker (dir.). *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918. Histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, 1342 p. + planches couleur + [1] p. de publicité.

Becker, Jean-Jacques. *L'année 1914*, Paris, Armand Colin, 2004, 320 p.

Cabanes, Bruno et Édouard Husson (dir.). *Les sociétés en guerre 1911-1946*, Paris, Armand Colin, 2003, 286 p.

C'est avec des ouvrages comme ceux-ci qu'on peut le mieux mesurer la dynamique de la recherche historique.

Encyclopédie, le fort volume dirigé par Audoin-Rouzeau et Becker ? Certainement pas et pour au moins deux raisons. D'abord, le sujet est immense et nécessiterait un ouvrage bien plus considérable. On a donc fait des choix pour limiter la matière, ce qui pourrait être acceptable si ces choix reposaient sur de solides motifs. Mais voilà, les choix marquent plutôt les forces et faiblesses, et plus les secondes, de l'historiographie culturelle hexagonale de la Première Guerre mondiale.

Le sous-titre, qui, c'est à signaler, n'apparaît ni sur la couverture ni sur la jaquette, est indicatif des limites de cette encyclopédie : histoire et culture. Par conséquent, si un néophyte achète le livre sans le déballer, il en sera quitte pour une bonne déception. On attend d'une encyclopédie qu'elle fournisse des informations de base sur les événements, les personnages, la chronologie, les matériels, etc. Si certaines de ces informations sont données à travers quelques textes, elles ne sont pas offertes sur une base systématique. La présente « encyclopédie » est de fait un recueil d'articles thématiques ayant peu à voir avec le modèle encyclopédique traditionnel.

Les éditeurs justifient leurs « partis pris », ce sont leurs mots, de la manière suivante : il s'agit de mettre à la disposition des chercheurs, des étudiants et du public des mises au point, à l'heure où le genre histoire militaire a subi et subit encore de profondes transformations sous l'effet du renouvellement historiographique entrepris depuis les années 1970. De sorte que sont privilégiées les notations témoignant des nouvelles approches. Histoire comparée, histoire relationnelle (?) sont invoquées de même qu'un dépassement des frontières de l'Europe pour une « histoire pleinement internationale ». Les

directeurs de l'ouvrage admettent que cela imposera des « limites » à leurs « ambitions », mais jugent que le jeu en vaut la chandelle.

Comme les articles se veulent accessibles, on se retrouve avec un compromis éditorial qui donne le pire aux lecteurs spécialisés, qui rageront des superficialités peu documentées qu'on leur sert, et guère mieux aux néophytes, qui se perdront dans le touffu d'interprétations plutôt que d'y trouver les informations qu'ils sont en bon droit de trouver dans une « encyclopédie ».

Mais une mise au point peut toujours être utile, même si elle n'atteint pas à l'ambition du titre. Malheureusement, le produit résultant est déséquilibré. Sur 101 articles (sans compter l'introduction et la conclusion), les sujets proprement militaires sont au nombre de 2 articles sur 17 dans la première partie (« Le monde avant 1914 et l'éclatement de la guerre »), 15 sur 17 dans la deuxième (« Combattre »), 3 sur 11 dans la troisième (« Conduire la guerre »), 3 sur 18 dans la quatrième (« Fronts intérieurs et culture de guerre »), 3 sur 16 dans la cinquième (« À la marge de la guerre »), 3 sur 9 dans la sixième (« La liquidation de la guerre ») et 2 sur 13 dans la septième (« L'empreinte de la Grande Guerre »), cela si l'on comptabilise dans les sujets militaires les articles sur les mutins, les prisonniers et les anciens combattants, soit un grand total de 31 articles militaires, ou environ 30 % des pages. Les protagonistes principaux, les combattants, s'en trouvent significativement marginalisés.

Par exemple, on trouve un intéressant article sur le camouflage (de Danielle Delouche), aussi long que celui sur l'équipement des soldats ou celui sur les avions et chars (ces deux-là dans le même minuscule papier d'Audoine-Rouzeau). Aucune campagne, aucune bataille, ni Gallipoli, ni la Somme, ni Verdun, ne fait d'une présentation autonome ni même du moindre résumé. Il faut se rabattre sur la chronologie (faible) et les cartes (encore plus faibles). Justement, cette chronologie de 14 pages (de 1882 à 1920) le cède aux 17 pages qui suivent immédiatement, les bio-bibliographies des contributeurs.

Tout est mal fait dans ce bel emballage. « Vimy Ridge » — il faut le faire pour un ouvrage français parlant d'un relief français, où pourtant les soldats français et anglais se sont fait massacrer avant que les Canadiens n'y pulvérisent les Allemands, n'est mentionnée qu'à la conclusion, comme exemple parmi d'autres de hauts lieux « sacrés » de la Grande Guerre³. Le Canada n'est présent qu'à travers treize entrées de l'index des lieux, ce qui est moins que l'Australie ou l'Afrique du Sud. Le premier ministre Borden est ignoré et le général Currie n'a droit qu'à une allusion à propos des offensives victorieuses de 1918.

Il n'y a aucune référence aux histoires officielles dans la bibliographie générale, ni la française, ni la britannique, ni l'allemande même si, malgré

leurs défauts, elles demeurent les principales sources secondaires de la plupart des historiens. On ne se surprendra pas non plus que l'historiographie canadienne soit totalement absente.

Cet « ouvrage de référence » comporte trop d'omissions, consacre trop de pages à des problèmes certes intéressants mais pas plus importants que d'autres, qui sont ou bien ignorés ou bien présentés sous formes (trop) condensées. S. Audoin-Rouzeau et J.-J. Becker publient un titre qui reflète leurs préoccupations de recherche à eux⁴. En soi, cela n'a rien de mal, mais leur production ne peut être qualifiée d'encyclopédie. Il s'agit plutôt de gros actes d'un colloque virtuel d'histoire culturelle sur 1914-1918. (Je le répète, c'est légitime, mais ce n'est pas ce qui est vendu).

Si l'on avait intitulé l'ouvrage « Essais sur l'histoire culturelle de la Grande Guerre », et qu'on l'avait purgé des articles militaires souvent superficiels, là on aurait compris qu'on nous livrait une contribution d'histoire culturelle significative par son ampleur et par l'effort de synthèse à défaut d'être entièrement originale. Toutefois, présenter des essais très personnels d'auteurs souvent éminents pour des articles encyclopédiques, c'est carrément de la fausse représentation. Mais un titre reflétant vraiment le contenu aurait été un mauvais élément de marketing, c'est sûr.

Un livre volumineux (au prix proportionné), mais qui n'est pas dense, parce qu'une mise en page dépensière, trop aérée, laisse beaucoup de blanc, à l'image des textes. En dépit de superbes planches couleur reproduisant des artefacts d'intérêt, le tout est décevant. Inutile pour les spécialistes, le volume ne satisfera même pas les amateurs curieux.

Très inégal est également le recueil sur les sociétés en guerre dirigé par Bruno Cabanes et Édouard Husson, qui ressemble à des actes de colloque (on ne le dit pas). L'approche histoire culturelle y domine aussi (plusieurs signatures de l'*Encyclopédie de la Grande Guerre* reviennent ici), mais elle n'est pas omnipotente, plusieurs articles étant en partie ou en totalité des revues de l'historiographie récente et moins récente.

Le projet est évidemment un projet d'histoire sociale et c'est ce que le titre indique. On laboure toujours dans les mêmes eaux avec les thématiques des entrées en guerre, de la violence étendue aux non-combattants, de la mémoire, et l'originalité serait donc pour le moins réduite si ce n'est l'effort d'histoire comparative. L'article de J.-J. Becker, comparant les entrées en guerre entre 1914 et 1939 pour les principaux belligérants européens⁵, est le plus réussi dans cette perspective, mais celui de Nicolas Werth sur la société russe en guerre (1914-1945) est encore plus fouillé. Werth aborde également les sorties de guerre, ce qui pour l'Union soviétique de Staline a une certaine connotation. La sortie de guerre pour les autres pays européens (répondant

en cela aux entrées de Becker) est couverte par B. Cabanes. Trois chapitres et une annexe s'inscrivent dans la problématique de la brutalisation et du génocide, souvent en référant aux travaux de George Mosse (en annexe figure la seule interview que Mosse ait accordée en français).

L'article d'ouverture de Thomas Lindemann, sur les origines de la Première Guerre mondiale en Allemagne est cousu de fil blanc. Le dernier chapitre (Omer Bartov) tranche sur la problématique d'ensemble, étant plutôt une revue de l'historiographie sur la « guerre-éclair » comprise très largement. Mais ce chapitre final est un *must* pour l'étudiant qui veut s'initier à la vaste production sur le sujet.

Des trois livres, celui de Becker sur l'année 1914 est le plus satisfaisant, en grande partie parce qu'il est le plus équilibré. Becker reprend évidemment la problématique qu'il avait lancée dans sa thèse de 1976 publiée l'année suivante, mais en l'étendant de la France au reste de l'Europe. Comme le suppose le titre, l'entrée en guerre n'est qu'un moment du projet, la politique et les opérations recevant cette fois une attention suffisante. Le plan est ingénieux dans sa simplicité. Il prend pour prétexte huit journées, autant de chapitres⁶. À partir d'un événement (l'attentat contre François-Ferdinand, la mobilisation russe, l'assassinat de Jaurès, etc.), Becker expose les genèses et tire les conséquences.

Par exemple, après avoir rappelé l'apostrophe d'Alexandre Ribot à Poincaré du 1^{er} novembre 1914 (chapitre IX), « deux ans, deux ans, croit-il que la guerre va durer deux ans ? », allusion au plan de mobilisation de Kitchener, Becker explique les espérances déçues d'une guerre courte, le mythe fallacieusement entretenu par les militaires d'une percée prochaine, justification de tous les sacrifices, l'industrialisation de la guerre et la militarisation de l'effort de guerre, l'extension géographique aux marges de l'Europe parce qu'une décision rapide ne survient pas, la position inconfortable des neutres avec la prolongation du conflit, le recours aux forces coloniales qu'on a maintenant le temps de mobiliser et de transporter, la guerre économique et en particulier le blocus et, finalement, les préoccupations principales de Becker, la question du consentement des populations qui se posent avec la poursuite des opérations, de même que l'émergence d'oppositions internes, tout ceci avec la constitution d'une culture de guerre impliquant l'instauration de la censure. La liaison d'éléments de récit, d'analyse des problèmes militaires et des avancées de l'histoire culturelle est ici tout à fait éclairante.

Bilan ? Il faut avouer une certaine confusion quand on pose les trois livres l'un à côté de l'autre. Prenons le cas de l'une des questions posées comme centrale par l'histoire culturelle de la guerre, celle justement du consentement des peuples et, par extension, le maintien du moral civil dans la durée d'un

long conflit. C'est évidemment pour la Première Guerre mondiale que le problème a d'abord et avant tout été étudié. L'historiographie traditionnelle rapportait avec les plus légères preuves⁷ un enthousiasme délirant, carburant aux nationalismes exacerbés depuis plusieurs décennies, à telle enseigne que « l'impression est que tous les peuples européens se sont précipités les uns sur les autres avec entrain »⁸. L'histoire culturelle a remis en question ces enthousiasmes à grand renfort d'analyses de mémoires, de souvenirs et parfois, lorsqu'ils étaient disponibles, de précoces relevés administratifs d'opinion publique (en France). L'enthousiasme a ainsi été relativisé (plus dans les villes que dans les campagnes⁹, etc.).

Mais voilà que cette révision est à son tour pondérée par ceux-là mêmes qui avaient attaqué la thèse traditionnelle pour sa superficialité. Jean-Jacques Becker écrit maintenant, citant des enquêtes très détaillées réalisées par le corps des instituteurs de la III^e République¹⁰, qu'il y a bel et bien eu enthousiasme mais qu'il faut nuancer selon les moments, plus avec la mobilisation qu'après l'assassinat de François-Ferdinand, et selon les lieux, particulièrement les concentrations de mobilisés, ce qui implique les villes, mais aussi les gares, les trains à l'arrêt dans un village. . .

On a la fâcheuse impression que l'opinion des premiers historiens de 1914-1918 qui ont vécu les événements se trouve maintenant confirmée, même si l'enthousiasme est maintenant mesurée avec plus de précision. Étrange retour des choses. Quelque chose cloche. Plus la méthode semble assurée, plus les résultats paraissent confondants.

L'analyse comparée de Hew Strachan¹¹, qui concluait à un enthousiasme de tous les belligérants mobilisant avec des nuances régionales intra-étatiques (spécialement visible dans le multiculturel empire austro-hongrois), marquait aussi que l'enthousiasme était quelque peu décalé : l'annonce de la guerre a surpris à peu près tous les peuples, mais c'est le processus de mobilisation qui a déclenché les vagues d'enthousiasme, possibles encore à la fin de l'été 1914 parce que la guerre industrielle et les horreurs qui vont suivre étaient des inconnues. Becker semble maintenant adopter le point de vue du Britannique.

Ce que démontrent finalement ces incertitudes historiographiques, c'est que 90 ans après les événements, l'histoire de 1914-1918 recèle encore des mystères. Grand bien cela fasse à la profession historique !

AUTRES NOUVEAUTÉS SUR 1914-1918

Litalien, Michel et Stéphane Thibault. Les tranchées. Le quotidien de la guerre 1914-1918, Montréal, Athéna éditions, 2004, 128 p., ill.

Collectionneurs et historiens, les deux compères proposent un album photographique donnant un portrait d'ensemble du parcours des combattants : entraînement, départ, présence au front, périphérie des combats, prisonniers, soutien logistique, armements, héroïsation, les Alliés et l'ennemi, manifestations de la victoire sans oublier les horreurs de la guerre. Le programme est donc plutôt complet, jusqu'à inclure des sujets peu connus, la logistique par exemple.

Bien des photos sont connues, celles provenant des Archives nationales du Canada notamment. Plusieurs photos du musée du Royal 22^e Régiment et quelques-unes de collections privées ajoutent cependant une touche d'inédit. On a cependant commis la maladresse de répéter quelques photos (p. 69 et 92-93).

Les photographies ne sont pas les seules illustrations, car les auteurs ont ajouté quelques documents iconographiques de grand intérêt (recettes de *bully beef*, p. 23, plans d'abris, p. 32-33, divers dispositifs d'observation et de tirs protégés, p. 34-35, 41, 44, 46-47, 52 et 105).

De courts textes accompagnent l'illustration, donnant les informations de base. Quelques extraits inédits du journal personnel du brigadier-général Thomas-Louis Tremblay sont insérés ici ou là. C'est peut-être avoir voulu faire trop et pas assez, le journal de Tremblay méritant probablement une édition critique.

Comme tous les produits Athéna, on fait bien et mieux avec économie ; la mise en page est imaginative. C'est une introduction efficace et rapide à 1914-1918.

Rawling, Bill. *Survivre aux tranchées : l'armée canadienne et la technologie (1914-1918)*, trad. de l'anglais par Pierre R. Desrosiers, Montréal, Athéna éditions, 2004, 305 p.

Dans son programme d'éditions, la maison Athéna inclut maintenant des traductions d'ouvrages significatifs. *Survivre aux tranchées* est sûrement l'un d'entre eux. Il s'agit évidemment de l'édition française de la thèse de Rawling, parue en anglais en 1992. Rawling y pose que l'inventivité technique et tactique a été déterminante pour faire du corps d'armée canadien l'une des grandes formations les plus redoutables de la Première Guerre mondiale. Rawling montre aussi, comme le souligne le préfacier Peter Simpkins, que l'amélioration des techniques de combat (ce qui les rend en particulier plus efficace dans l'utilisation d'un potentiel humain ainsi moins gaspillé) est la résultante d'échanges continuels avec les alliés, qu'ils soient français, britanniques ou australiens.

La traduction de Pierre R. Desrosiers est précise et sans longueur, ce qui n'est pas toujours une qualité d'autres traductions militaires au Canada. L'index est superbe et permet d'accéder rapidement aux informations pour les

lecteurs qui sont intéressés par un aspect plutôt qu'un autre. Les illustrations (photos et organigrammes) sont rares mais pertinentes.

Offert à un prix économique, ce livre est indispensable dans toute bibliothèque sérieuse et pour tout lecteur qui veut savoir pourquoi les choses se passaient comme elles se sont passées.

NOUVELLES PARUTIONS

Friedrich, Jörg. *L'incendie : l'Allemagne sous les bombes, 1940-1945*, Paris, Éditions de Fallois, 2004, 400 p.

Malgré le retentissement du livre en Allemagne, il n'y a là rien de bien neuf. Les chercheurs opérationnels britanniques et américains de 1944-1945, les historiens officiels britanniques (dès les années 1960) et canadiens (dans les années 1980) avaient déjà posé, en termes il est vrai très « scientifiques » l'inanité des campagnes de bombardement, essentiellement à cause de leur grande imprécision. Ces chercheurs ont démontré que les objectifs avoués (population comme centres industriels) n'ont été que rarement atteints. Ce sont plutôt les effets indirects, comme la mobilisation des ressources défensives par les Allemands pour contrer les bombardiers alliés, qui ont pu avoir un certain effet sur l'effort de guerre global de l'ennemi. Cela à un prix humain très élevé, tant pour les malheureuses victimes civiles que pour les équipages décimés des bombardiers. Bref, un échec sanglant sur presque toute la ligne.

Les historiens officiels n'ont pas hésité à présenter les bombardements contre les villes pour ce qu'ils étaient, des raids destinés à terrifier la population ennemie afin de causer un effondrement du moral. Ils n'ont pas reculé à décrire l'horreur non plus. L'exemple choisi par les historiens officiels canadiens ne pouvait être que la capitale de la Saxe, Dresde, détruit par un raid de 800 bombardiers du *Bomber Command*, dont 10 % d'appareils canadiens, dans la nuit du 13 au 14 février 1945. La longue citation suivante, sur l'effet des ouragans de feu déclenchés par les bombes incendiaires alliées, ne le cède en rien aux pages de Friedrich :

J'avais en trébuchant dans l'obscurité. Soudain, je vis des gens juste devant moi. Ils criaient et faisaient des gestes avec leurs mains, et alors, à ma plus grande horreur et à mon plus grand étonnement, je vis comment les uns après les autres ils se laissaient tomber au sol. J'eus le sentiment qu'on leur avait tiré dessus, mais j'étais incapable de comprendre ce qui se passait. Aujourd'hui, je sais que ces pauvres gens furent victimes d'un manque d'oxygène. Ils s'évanouirent et furent ensuite réduits en cendres. Je trébuchai alors sur une femme gisant

par terre et, comme j'étais allongée à ses côtés, je vis ses vêtements se consumer. Je fus prise d'une peur panique et depuis ce moment, je me répète en permanence ces mots : « Je ne veux pas être brûlée vive. Non, pas brûlée. Je ne veux pas brûler ! » [...]

J'essayai plusieurs fois de me relever, mais je ne réussis qu'à ramper. Je pouvais encore sentir mon corps ; je savais que j'étais encore en vie. Soudain, je fus debout, mais il y avait quelque chose de bizarre, tout me semblait lointain et je ne pouvais pas bien entendre ni voir. J'ai découvert plus tard que, comme les autres, je manquais d'oxygène. J'ai dû avancer de dix pas en titubant quand, tout d'un coup, je me suis mise à respirer de nouveau. Il y avait de la brise ! Je pris une inspiration profonde et mes sens revinrent. Il y avait devant moi un arbre brisé. Comme je courais vers lui, je sus que j'étais sauvé [...]

Vingt-quatre heures plus tard, je demandai un miroir. Je ne pus me reconnaître. Ma figue n'était qu'une masse de cloques, ainsi que mes mains. Mes yeux gonflés étaient des fentes étroites. J'avais le corps couvert de petites marques noires semblables à des piqûres [...] Mes vêtements avaient sans doute été traversés par les étincelles¹².

On se rappellera aussi du débat qu'avait suscité sur les ondes de la CBC la diffusion du documentaire des frères McKenna¹³. À cette occasion, les anciens combattants de la RCAF avaient vivement protesté de leur patriotisme, de leurs sacrifices¹⁴ et de l'efficacité de leur combat, ce que malheureusement les rapports de recherche opérationnelle de la fin de la guerre et les historiens depuis ont mis en doute¹⁵. Mémoire et histoire ne font pas toujours bon ménage¹⁶.

Friedrich n'offre donc rien de bien neuf. Si son livre dérange, c'est parce qu'il s'adresse à un public plus vaste que celui des lourdes histoires officielles et d'abord surtout à ses compatriotes. D'où ce qu'on pourrait appeler un « fet » Friedrich : le peuple allemand a souffert comme les autres populations, le posant ainsi au même niveau moral. Les victimes sont toujours des victimes pourrait-on dire. Le problème, c'est que plusieurs, même en Allemagne, critiquent l'effet Friedrich parce que justement il atténue la responsabilité des Allemands ordinaires dans le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, comme dans les horreurs qui ont été perpétrés dans la suite du conflit.

Le livre de Friedrich paraît à un moment où les derniers survivants sont âgés et les nouvelles générations ne se reconnaissent aucune responsabilité pour 1939-1945. D'une certaine manière, ce livre est une manière de proposer aux historiens, surtout ceux qui s'attardent aux causes de la guerre et qui imputent aux Allemands militaires comme civils les responsabilités de l'Holocauste et des massacres en Europe de l'Est, qu'il est peut-être temps de tourner la page.

La question n'a pas fini de soulever la controverse et n'a peut-être pas de solution. Les historiens en viendront probablement à un « consensus » au détour d'un changement de « problématique ». . .

Negri, Antonio et Michael Hardt. *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Montréal, Boréal, 2004, 407 p.

Non, maintenant plus « d'impérialisme, stade suprême du capitalisme », car l'œuvre incomplète de Marx relue par Lénine trouverait ici son dépassement : « la nouvelle science de la multitude » (p. 401), rien de moins.

Multitude est le pendant d'*Empire* paru il y a quatre ans (édité en 2004 en format de poche par 10/18). *Empire* s'affichait (du moins dans les rééditions récentes) comme le manifeste des altermondialistes, dénonçant la mondialisation comme hégémonie économico-culturelle. Mais Hardt et Negri se défendaient d'une dénonciation simpliste, d'où les 600 pages d'*Empire*, qui paraît moins un manifeste qu'une tentative de réanimer une rhétorique moribonde issue du marxisme, du maoïsme et d'une bonne dose d'anarchisme.

Multitude n'est pas plus un manifeste que le volume précédent, ce que reconnaissent d'emblée Negri et Hardt (p. 10) : « Nous demandons au lecteur de garder à l'esprit qu'il s'agit là d'un ouvrage philosophique ». Et encore, page suivante : « Notre but principal est d'élaborer les bases conceptuelles sur lesquelles un nouveau projet de démocratie puisse se construire ».

Comment résumer un livre aussi important que ridicule, un véritable tour de force ? Commençons par le début. Les propositions d'ouverture sont significatives de la tonalité générale de l'ouvrage, où l'on n'est jamais sûr où commence et où s'arrête la provocation. La démocratie (évidemment pas celle des libéraux du XVIII^e et XIX^e siècles¹⁷) est maintenant possible parce que la « souveraineté contemporaine » (p. 6) est fondée sur le « pouvoir en réseau » (*ibid.*). Malheureusement aux dires des auteurs, elle rencontre l'obstacle de la mondialisation armée, qui maintient un état de guerre « permanent et généralisé » (p. 5) par lequel la démocratie se trouve « suspendue », « étouffée », « hors de portée », « ensevelie sous les armes et les régimes sécuritaires de l'état de guerre global dans lequel nous vivons » (*ibid.*).

Mais mondialisation et lutte pour la nouvelle souveraineté sont réunies par un médium commun qui permet l'instantanéité des communications de masse (p. 7), et, accessoirement, les moyens de transports aériens. Une contradiction issue du système fournit donc les moyens de lutter contre l'Empire.

Le livre se divise en trois parties : une analyse quasi militaire, une description de la multitude en marche, finalement une proposition d'objectif. On pourrait ironiser sur l'ordre des trois parties : action, définition, objectif. Bataillons, c'est-à-dire luttons contre l'Empire, pas nécessairement avec

violence, mais sans l'exclure, nous nous trouverons dans une véritable démocratie de souveraineté globale. Mais il n'est pas nécessaire d'ironiser, parce que nos auteurs sont d'une honnêteté désarmante : « la résistance est première par rapport au pouvoir »¹⁸.

C'est la première partie qui nous intéresse le plus ici. Simplement intitulée « Guerre », elle expose que l'état de nature contemporain est un état de guerre civil global et permanent des vieilles souverainetés nationales contre la nouvelle souveraineté de la multitude. Les États-Unis sont évidemment l'ennemi no. 1, bien que tous les États souverains soient plus ou moins coupables.

La guerre civile mondiale implique que les forces armées traditionnelles ne sont plus qu'une force de police globale ou, dit autrement, que l'on passe du paradigme de la défense à celui de la sécurité (p. 33-36), ceci bien mis en évidence par les événements de septembre 2001 et leurs suites. Negri et Hardt critiquent aussi les incantations de la *Revolution in Military Affairs* (RMA) à la mode dans les milieux militaires branchés, dont ils montrent bien qu'il s'agit d'une idéologie bourrée de contradictions (p. 60-69). Ce sont sans doute leurs meilleures pages.

Le propos est anarchiste, mais un anarchisme multipliable par la grâce du progrès technique. À un autre point de vue, il y a un souffle hégélien, ou marxiste selon vos préférences, justement par la croyance absolument naïve en la faculté du progrès technique de relier les exploités entre eux pour lutter contre la domination postfordiste (sic). Car le concept clé est la « forme-réseau ». La parenté avec les bonnes vieilles cellules communistes, les théories des partisans bolcheviques (trotskistes ?) et maoïstes ou encore celle du foco guévarien n'est pas fortuite, quoique nos auteurs formulent des critiques sévères à l'endroit de ces précédents dans une présentation historique non dénuée de perspicacité (p. 92-103). Même les premières manifestations altermondialistes, pourtant illustratives de la lutte réticulaire (sic), sont considérées comme des réussites partielles ou du moins temporaires parce que limitées à l'Amérique et à l'Europe du Nord, parce que contestations d'un sommet à l'autre seulement et parce que « incapables de donner naissance à une lutte fondatrice et d'articuler une organisation sociale alternative » (p. 112).

Viennent ensuite les pages les plus extravagantes et les plus dangereuses, celles sur le dépassement de la légalité. Après avoir dénoncé la violence légitime lorsqu'elle est le monopole des États souverains (p. 42-51), justification pour perpétuer la guerre civile permanente, nos auteurs reviennent (p. 113 et suiv.) sur la question de la légitimation, cette fois à propos des luttes menées par la multitude. Leur thèse est celle-ci (p. 114) : « Il importe en réalité

de comprendre que les principales différences entre des formes de résistance articulées en réseau ne sont pas simplement une question de légalité ».

Sur les tactiques à employer, Hardt et Negri montrent une hésitation coupable¹⁹ qui se révèle pleinement à la fin du livre, dans les pages sur les « nouvelles armes » de la multitude. Hardt et Negri rejettent les tactiques kamikazes (p. 392), les bombes humaines et leurs martyrs, mais du même souffle signifient leur admiration pour cette forme de lutte (p. 393) : « Le martyr est en réalité un acte d'amour ; un acte constituant dirigé vers l'avenir et contre la souveraineté du présent ». Ils suggèrent ensuite des méthodes dont il n'est pas certain qu'elles conduisent à des résultats probants, non sans risque de faire sombrer le mouvement dans le ridicule : les *kiss-ins* de la Queer Nation ou le carnaval altermondialiste (*ibid.*), télédiffusé évidemment.

On peut être bref sur les deux autres parties. Dans la deuxième, nos faux prêtres proposent leur définition de la multitude, multitude qui n'est ni « fragmentée », ni « anarchique », ni « incohérente » (p. 126). Ils la définissent ainsi : la multitude est « un sujet multiple, intérieurement différencié, qui ne se construit pas et n'agit pas à partir d'un principe d'identité ou d'unité (et moins encore d'indifférence), mais à partir de ce qui lui est commun ».

Qui sont les nouveaux purs ? Difficile à préciser. À lire l'ensemble du livre, on peut dresser une liste qui comprend les syndicalistes, les gais et lesbiennes, les écologistes, les féministes, les anarchistes, les paysans (une classe en voie de disparition notent les auteurs), les ouvriers (pas en premier, s'étant trop souvent compromis), les étudiants peut-être.

Et qu'est-ce que ce sibyllin « commun » qui réunit la multitude ? L'exploitation ? La discrimination ? Nos auteurs sont muets ici. Je leur propose la haine. Haine du paumé envers le self-made man, du militant contre l'embourgeoisé, de l'adolescent contre le père, de l'adolescente contre la mère, de l'étudiant paresseux contre le professeur exigeant, du travailleur non permanent contre le syndiqué tout protégé, de celui qui trie ses déchets contre celui qui place ces canettes de cola dans les ordures ménagères, des gentils irresponsables contre les méchants responsables, du consommateur hypocrite contre la multinationale imaginative, des sexualités contre la sexualité, de l' impatient contre le je-m'en-foutiste... Haines parfois risibles, mais haines tout de même.

La troisième partie est encore moins satisfaisante que la précédente, sombrant dans l'utopisme d'un non-gouvernement par la coopération de la multitude triomphante ayant conquis la « démocratie absolue » (annoncée dès la p. 116). Les gouvernants ne sont plus que des parasites, la souveraineté entendue de manière classique inutile, parce que la multitude a le pouvoir « de créer des relations sociales communes » (p. 382), pas plus définies que le

commun plus haut. L'économie ne repose plus sur un contrôle centralisé (p. 383), alors pourquoi n'en serait-il pas de même pour le pouvoir ?

L'analyse reste théorique. Et plus on avance, moins elle est convaincante. Parions que la majorité des lecteurs se lasseront avant d'entamer la deuxième partie. Ils auront au moins ingurgité l'analyse sur la lutte réticulaire (autre raison pour avoir placé la partie « Guerre » en début de livre).

L'absence d'index est une vraie misère pour un texte construit autant contre le Monstre que par l'appel aux auteurs canoniques, d'ailleurs un curieux mélange : Machiavel, Hobbes, Madison, Marx, Mao, Clausewitz, Gramsci, Carl Schmidt. . .

Avons-nous affaire à une fumisterie début de siècle ? Sûrement. Cependant, malgré une critique pleine de trous, malgré l'utopisme rampant, malgré l'absence de projet clair et d'objectif identifiable, si ce n'est la résistance pour la résistance, c'est tout de même, et malheureusement, une lecture incontournable si vous vous intéressez aux comportements des militants de la gauche²⁰ occidentale d'aujourd'hui : non le passage vers un âge mûr, mais plutôt la régression vers une adolescence perpétuelle. Elle s'y étale avec un faux sérieux rare sous la plume de messieurs Hardt²¹ et Negri. Il ne faut pas en rire, parce que ces inepties trouveront leurs martyrs. . . et leurs victimes.

DEUX REVUES

La revue professionnelle de l'Armée canadienne fait peau neuve. *Le Bulletin de doctrine de l'Armée de Terre* change de format en retenant un mandat similaire, celui d'être la revue « théorique » des forces terrestres canadiennes. *Le Journal de l'Armée du Canada* (deux numéros parus au moment de la rédaction de cette chronique) abandonne le format amateur 8x11 pour une allure plus académique. Il paraît comme son prédécesseur à tous les trois mois. Il y a continuité au sens donné à la « théorie », qui inclut l'histoire.

Continuité aussi sur le plan linguistique. Bien que la revue soit « bilingue », tous les articles en français sont traduits de l'anglais²². Les traductions sont cependant supérieures à celles qui se trouvaient dans les premiers numéros du *Bulletin de doctrine*. Mais cette incapacité à susciter des vocations théoriques francophones est alarmante. Elle est en partie la conséquence à long terme d'une tradition qui était peu accueillante. Maintenant, avec le statut de langue impériale acquis par l'anglais, il semble que les théoriciens en herbe aient jeté l'éponge. On déplorera également la traduction incorrecte du titre. Tant qu'à abandonner un titre long comme le bras, on aurait pu simplement opter pour « Revue de l'Armée canadienne²³ » (sans l'inutile article défini).

Signalons enfin que dans son numéro du printemps 2004, *Acadiensis* publie deux longues revues sur deux thèmes d'histoire militaire : la première sur la forteresse de Louisbourg et la guerre de Sept Ans, par W. G. Godfrey, la seconde sur la troisième vague d'historiens militaires canadiens, par Lee Windsor.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Un conférencier a cependant traité des effets de la Conquête sur les paroisses rurales canadiennes.
2. Sujet qui mérite une thèse de doctorat.
3. Vimy n'apparaît pas dans la clairesmée chronologie, de sorte qu'un lecteur peu informé ne pourra pas placer cette bataille dans le temps. Il est vrai que le temps est devenu une notion superflète. . .
4. En fait, celles du centre de recherche qu'ils dirigent, l'Historial de la Grande Guerre de Péronne.
5. On pourrait tenter la même chose dans un colloque québécois, en observant, comme le font Becker et Cie, des strates de population différentes : soldats de métier, soldats volontaires, politiciens, écrivains, artistes et intellectuels en général, clergé, presse à grand tirage. . . De là, suivre l'évolution du « consentement » au fur et à mesure de la prolongation des deux conflits. Enfin, discuter la possibilité de l'émergence d'une culture de guerre de ce côté-ci de l'Atlantique (y en a-t-il eu une ? deux ?), probablement beaucoup moins prégnante ici qu'en France et en Allemagne pour des raisons évidentes. Enfin, c'est à vérifier.
6. Est aussi inséré un chapitre faisant le point sur l'état des opérations à la fin de 1914.
7. « Pour preuve, les photographies de trains emmenant les mobilisés et les soldats ornés d'inscription *Nach Paris* ou *À Berlin*. ». Voir cet autre livre récent de l'omniprésent Jean-Jacques Becker, *La Première Guerre mondiale*, coll. « CAPES Agrégation », Paris, Éditions Belin, 2003, p. 54.
8. *Ibid.*, p. 52.
9. Jean-Jacques Becker, « Les entrées en guerre », chap. 2 de B. Cabanes et É. Husson (dir.), *Les sociétés en guerre*, p. 36.
10. Méthodologie résumée dans J.-J. Becker, *L'année 1914*, p. 150-151.
11. *The First World War, volume I : to arms*, Oxford, Oxford University Press, 2001, 2e partie « Willingly to war », spécialement les p. 104-105, 142 et suiv. et 154-157.
12. Témoignage de Margret Freyer recueilli en 1948, qui était âgée de vingt-quatre ans au moment des événements, cité dans *Brereton Greenhous et al., Le creuset de la guerre, 1939-1945. Histoire officielle de l'Aviation royale du Canada, tome III*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, 1999 (éd. orig. anglaise 1994), p. 924. Nous avons

rectifié la traduction sur quelques points. Pour le jugement global des historiens officiels canadiens sur les bombardements, se reporter aux p. 923 et 932-935.

13. Le deuxième épisode de leur documentaire *The valour and the horror*, diffusé sur les ondes de la CBC en 1992, portait sur le bombardement stratégique. Voir l'analyse de cette controverse dans David J. Bercuson et S.F. Wise (dir.), *The valour and the horror revisited*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1994, notamment les contributions de Scot Robertson et des deux directeurs. Bercuson et Wise (ce dernier ancien directeur du Service historique de la Défense nationale) expliquent que la parution du volume III de l'histoire officielle de la RCAF a ralumié la controverse en 1994. Sur la question de l'immoralité du bombardement des villes, Bercuson et Wise concluent, contre les anciens combattants, que « British and Canadians aircrews were deliberately sent out, night after night, to kill innocent Germans, with little benefit to the war effort » (p. 182).

14. Avec raison, puisque c'est dans l'aviation de bombardement que le taux de pertes des armées canadiennes fut, de loin, le plus élevé.

15. L'explication des historiens officiels sur les motivations de la campagne de bombardements stratégiques contre les villes allemandes est la résultante de plusieurs facteurs, à savoir l'impossibilité technique du bombardement de précision contre des objectifs militaires légitimes, les égarements théoriques des penseurs militaires de la force aérienne (plus les Britanniques que les Américains), les préférences politiques des gouvernements alliés et des opinions publiques (y compris celles d'électeurs canadiens sondés à ce sujet durant la guerre) pressées d'en finir avec l'Allemagne, les pressions soviétiques pour plus d'activité militaire venant de l'Ouest et la personnalité obsessionnelle du commandant en chef du *Bomber Command*, le maréchal de l'air Arthur Harris.

16. À propos d'une autre controverse mémoire-histoire, la réhabilitation des fusillés pour désertion devant l'ennemi ou pour mutinerie, voir la contribution de Leonard V. Smith, « La violence à l'œuvre : combattants, mémoire, histoire », dans Bruno Cabanes et Édouard Husson, *Les sociétés en guerre 1911-1946*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 61-63.

17. L'interprétation de la notion de souveraineté est ici centrale. Alors que Rousseau ou Jefferson incarnaient la souveraineté dans le peuple, Negri et Hart la place dans la multitude ; le peuple (au singulier) serait unitaire, réduisant les différences à une identité, alors que la multitude veut l'épanouissement des différences d'identité, épanouissement possible parce que la multitude peut communiquer et agir en commun tout en maintenant ces différences internes (p. 8).

18. *Ibid.*, p. 87. Toute la proposition est soulignée par les auteurs eux-mêmes. Et pour bien comprendre qu'il ne s'agit pas d'une longue erreur typographique, il est avoué p. 116 « notre passion pour la résistance ».

19. Désamorcée par une pirouette rhétorique (p. 392) : « Dans de telles conditions d'asymétrie [notamment celle des armements], il est absurde de prendre position sur ce terrain de violence ».

20. Une gauche qui n'a rien à voir avec la gauche républicaine des origines, ni celle des I^{re} et II^e Internationales. Ici, la République est l'ennemie et la classe ouvrière démodée. Un appel à une nouvelle gauche, postsocialiste et postlibérale se trouve d'ailleurs p. 258 et suiv.

21. Le philosophe du duo, le professeur Hardt de Duke University, laisse tomber sa garde dans une entrevue récemment accordée à Enrico Minardi (theminnestoterview.org) : « I started becoming interested in politics as an undergraduate, but I was repulsed by the political atmosphere, which seemed to me mostly an atmosphere of moralism and abnegation— a search for purity, but a search that meant we should feel guilty for the privileges we have and try to avoid them. [...] I learned [...] that there was another kind of activism, which was not about our guilt but about our joy. It was not about going and doing politics because I need to give up something [...] To make the world better, I don't need to give up things, I need to gain things. I need to gain a more joyful life. [...] I remember thinking about politics, rather than as an ascetic redistribution, as a collective project for the increase of joy. The younger generation of activists today seems to have learned this. If one traces the transformations of activism in the U.S., ACT UP and Queer Nation were a real hinge, making demonstration fun, making them funny, great slogans. The relationship between a demonstration and a party becomes quite confused ».

22. C'est une déduction, puisqu'on ne distingue nulle part les articles originaux des articles traduits, ce qui pourrait causer d'inutiles préjugés aux auteurs.

23. C'est de fait une mauvaise traduction littérale, les titres anglais et français n'étant même pas équivalents. « The Canadian Army Journal » ne devrait pas se traduire par « Le Journal de l'Armée du Canada » mais plutôt par « Journal de l'Armée canadienne ». Mais c'est aussi que l'emploi de « Journal » est fautif pour désigner un périodique trimestriel.